

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/N/2/MYS

27 avril 1995

(95-1071)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION CONFORMEMENT A L'ARTICLE 28.1 A)  
DES SUBVENTIONS INCOMPATIBLES  
AVEC L'ACCORD

MALAISIE

La Mission permanente de la Malaisie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date du 31 mars 1995.

Eu égard au document PC/IPL/11 daté du 2 décembre 1994 et à l'article 28.1 de l'Accord OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, la Mission permanente notifie ce qui suit au Comité des subventions et des mesures compensatoires:

- a) La Malaisie offre des incitations à ses exportateurs, sans leur accorder de subventions directes à l'exportation. Ces incitations sont les suivantes:
  - i) double déduction fiscale pour promouvoir les exportations, certaines dépenses effectuées par les sociétés résidentes afin de trouver des débouchés pour les exportations de produits fabriqués en Malaisie pouvant bénéficier d'une double déduction en vertu de la Loi de 1986 sur la promotion des investissements; et
  - ii) double déduction fiscale pour les primes d'assurance-crédit à l'exportation souscrite pour les marchés non traditionnels auprès d'une compagnie agréée par le Ministre des finances, l'objectif étant d'encourager les exportateurs malaisiens à pénétrer ces marchés.
- b) Les pouvoirs publics tiennent compte de la teneur en éléments d'origine nationale lorsqu'ils accordent des aides à l'investissement. Cette mesure d'incitation administrative a été mise en place en 1991. Le critère de la teneur en éléments d'origine nationale n'est que l'un de ceux qui conditionnent l'octroi d'aides à l'investissement, mais il n'est ni nécessaire ni suffisant. L'objet de cette prescription est de permettre le développement d'industries dérivées pour renforcer la structure industrielle de la Malaisie et encourager l'établissement de liens entre les petites et moyennes entreprises (PME) et les grandes sociétés.